

Chambre des Représentants

SESSION 1985-1986

8 AVRIL 1986

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, modifiée par les lois du 22 février 1977 et du 4 août 1978

AMENDEMENTS

N° 3 DE M. LENAERTS

Article 1^{er}.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'article 1^{er} du projet laisse au Ministre des Classes moyennes la faculté d'apprécier, s'il y a lieu, de donner à une requête jugée recevable, la publicité prévue par la loi.

On invoque comme argument qu'il faut remédier à certaines rigidités, telles que la publication obligatoire de toutes les requêtes recevables quant à la forme, alors que des motifs patents de rejet se dégagent dès l'abord.

Le projet tend à permettre au Ministre d'arrêter une procédure longue, coûteuse et de toute façon inutile puisqu'elle est vouée à l'échec.

Suivant la procédure actuelle, le Ministre n'intervient pour arrêter une requête que lorsqu'elle ne répond pas aux conditions de forme légales, lorsqu'en fin de compte l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes est défavorable ou lorsque les parties en question ne peuvent pas se mettre d'accord sur les observations du Conseil ou du Ministre ou encore lorsque des raisons manifestes autorisent, voire obligent le Ministre à justifier un refus de réglementer une certaine profession.

Tout le monde se rend compte que cet article porte fondamentalement atteinte aux prérogatives du Conseil supérieur des Classes moyennes. L'on peut considérer que l'avis émis par le Conseil supérieur repose sur un examen approfondi, effectuée par des personnes compétentes dans les différents domaines, tels que l'opportunité de la requête, l'étendue du champ d'application, la clarté de la définition, etc. L'on peut également considérer que le Conseil supérieur tient compte des intérêts des professions apparentées ou des professions concernées. En application de la législation actuelle, le Conseil supérieur émettra certainement une appréciation sur les connaissances professionnelles proposées, sur la possibilité d'acquiescer ces connaissances professionnelles aussi bien dans la formation permanente des Classes moyennes que dans l'enseignement traditionnel.

Voir:

379 (1985-1986): N° 1
— N°s 2 et 3: Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1985-1986

8 APRIL 1986

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1977 en van 4 augustus 1978

AMENDEMENTEN

Nr. 3 VAN DE HEER LENAERTS

Artikel 1.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING

Het artikel 1 van het ontwerp biedt de Minister van Middenstand de mogelijkheid te oordelen of een ontvankelijk bevonden verzoekschrift dient te worden bekend gemaakt zoals door de wet bedoeld.

Als argumentatie wordt opgegeven dat er aan sommige rigiditeiten moet verholpen worden, zoals de verplichte bekendmaking van alle qua vormvereisten ontvankelijke verzoekschriften, dan wanneer van bij het begin duidelijke redenen tot afwijzing zich opdringen.

Dit ontwerp wil de Minister de mogelijkheid geven een punt te zetten achter een procedure die blijft aanslepen, veel geld kost en alleszins nutteloos is vermits ze gedoemd is te mislukken.

Volgens de huidige procedure komt de Minister slechts tussenbeide om een verzoekschrift tegen te houden wanneer het niet aan de wettelijke vormen voldoet, wanneer bij het einde het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand ongunstig is, of wanneer de partijen in kwestie zich niet akkoord kunnen stellen over de opmerkingen van de Raad of van de Minister, of wanneer manifeste redenen de Minister toelaten of zelfs noodzaken een weigering tot reglementering van een beroep te rechtvaardigen.

Het zal niemand ontgaan dat aan de prerogatieven van de Hoge Raad voor de Middenstand middels dit artikel grondig tekort wordt gedaan. Men kan aannemen dat het advies dat deze Hoge Raad uitbrengt, steunt op een degelijk onderzoek, dat wordt uitgevoerd door mensen die bevoegd zijn in de diverse domeinen, zoals de opportuniteit van het verzoekschrift, de omvang van het toepassingsveld, de duidelijkheid van de definitie, enz. Eveneens kan men aannemen dat de Hoge Raad rekening houdt met de belangen van de aanverwante beroepen of van de beroepen die erbij betrokken zijn. In de huidige wetgeving zal de Hoge Raad zeker een oordeel vellen over de inhoud van de voorgestelde beroepskennis, over de mogelijkheid om deze beroepskennis te verwerven zowel in de voortdurende vorming van de middenstand als in het traditioneel onderwijs.

Zie:

379 (1985-1986): Nr. 1
— Nrs. 2 en 3: Amendementen.

Le Conseil émettra également une appréciation sur les possibilités d'accomplir le stage complémentaire éventuellement proposé. La procédure actuelle permet donc au Conseil supérieur des Classes moyennes de jouer pleinement son rôle, et ce, de façon démocratique par le dialogue et la discussion.

Or, l'article 1^{er} tend précisément à substituer le Ministre aux associations professionnelles et au Conseil supérieur. On peut se demander qui, du Ministre ou du Conseil supérieur des Classes moyennes, est le mieux placé pour juger si une requête va manifestement à l'encontre de l'intérêt général ou des nécessités économiques et sociales.

La procédure actuelle prévoit par ailleurs également que le Ministre peut toujours refuser la réglementation s'il ne partage pas le point de vue du Conseil. Il est indéniable que, dans l'état actuel des choses, chaque instance, c'est-à-dire la fédération professionnelle, le Conseil supérieur ou le Ministre, peut prendre ses responsabilités en toute clarté.

Aussi, l'avis du Conseil supérieur des classes moyennes du 11 octobre 1984 concernant l'article 1^{er} qui modifie l'article 3, § 3, de la loi du 15 décembre 1970, est-il très clair: le Conseil supérieur s'oppose radicalement à l'attribution au Ministre de la compétence relative à l'examen d'opportunité d'une requête, dont il est jusqu'à présent le premier titulaire.

Le fait de procéder à la modification prévue serait considéré par le Conseil comme une marque de défiance à son égard, à l'égard de l'ensemble des classes moyennes qu'il représente ainsi que des unions professionnelles et associations interprofessionnelles dont il groupe les représentants.

Cet avis du Conseil supérieur a été émis à l'unanimité. Nous estimons dès lors que les parlementaires qui sont amenés à examiner et à approuver ce projet doivent de toute façon tenir compte de cet avis unanime du Conseil supérieur.

N° 4 DE M. LENAERTS

Art. 2.

Remplacer le 1° par ce qui suit:

« 1° Au a sont apportées les modifications suivantes:

» A. Le 1° et le 2° sont remplacés par le texte suivant:

« 1° Un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours techniques, un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école professionnelle, pour autant que la connaissance élémentaire de la gestion d'entreprises fasse partie des matières enseignées dans la section ou les cours pour lesquels le diplôme, brevet ou certificat de fin d'études a été délivré.

» B. Il est inséré un 5°bis, libellé comme suit:

« 5°bis Un diplôme de fin d'études des cours supérieurs de promotion sociale. »

JUSTIFICATION

Compte tenu des conditions économiques qui deviennent de plus en plus difficiles, même pour les commerçants et artisans établis de longue date, il paraît souhaitable de tenir compte, dans le présent projet, de la nécessité de mieux préparer les futurs indépendants à leur activité indépendante ainsi qu'aux difficultés professionnelles et économiques qu'ils devront surmonter.

Il ne faut pas oublier, dans le cadre de la discussion du projet, que la législation sur l'accès à la profession a été assouplie à plusieurs reprises (lois du 8 juillet 1964, du 15 décembre 1970 et loi de réorientation économique du 4 août 1978).

L'assouplissement proposé en l'occurrence implique, entre autres, que le Roi peut, après consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes, modifier un arrêté de réglementation afin de remédier aux difficultés d'établissement constatées dans la profession concernée, ce qui confère en tout cas au Ministre des Classes moyennes une large marge de manœuvre.

On constate tant dans notre pays qu'à l'étranger, une volonté fondamentale de faire accéder les débutants à leur nouvelle activité indépendante en leur donnant les meilleures chances de réussir. Un aspect important de ce problème est bien entendu la formation, laquelle doit offrir une certaine garantie sans être trop strictement attachée à des règles.

Il ne peut être question d'imposer un *numerus clausus* dans certaines activités, mais il faut offrir aux indépendants, par le biais de la qualification, de meilleures chances d'embrasser une nouvelle activité professionnelle, forts d'une solide préparation.

Il faut protéger l'indépendant, mais aussi le consommateur qui doit pouvoir faire appel à un professionnel dont les qualités et la formation sont garantes d'un réel savoir-faire.

De Raad zal ook een oordeel vellen over de mogelijkheden om de eventueel voorgestelde aanvullende stage uit te voeren. In de huidige procedure kan aldus de Hoge Raad voor de Middenstand zijn rol volkomen spelen, dit gebeurt op een democratische wijze in dialoog en discussie.

Het is juist de bedoeling van artikel 1 om de Minister in plaats te stellen van de beroepsverenigingen en van de Hoge Raad. Men kan zich afvragen wie het best geplaatst is om te oordelen of een verzoekschrift kennelijk strijdig is met het algemeen belang of met de economische en sociale noodwendigheden, of het de Minister is dan wel de Hoge Raad voor de Middenstand.

Overigens is ook in de huidige procedure voorzien dat de Minister indien hij niet akkoord gaat met de Raad, de reglementering nog altijd kan weigeren. Men kan niet ontkennen dat in de huidige stand van zaken iedere instantie, zowel het Beroepsverbond als de Hoge Raad als de Minister, in alle duidelijkheid haar verantwoordelijkheid kan opnemen.

Het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, uitgebracht op 11 oktober 1984 in verband met dit artikel 1 dat artikel 3, § 3, van de wet van 15 december 1970 wijzigt, is dan ook bijzonder duidelijk: de Hoge Raad verzet zich radicaal tegen zijn vervanging door de Minister voor het onderzoek van de opportuniteit van een verzoekschrift dat tot nu toe in eerste instantie aan de Hoge Raad voor de Middenstand was voorbehouden.

Indien tot een dergelijke wijziging zou worden overgegaan zou dit door de Raad beschouwd worden als een blijk van wantrouwen tegenover hem, de gehele middenstand die hij vertegenwoordigt en de Beroepsunies en interprofessionele verenigingen waaruit hij samengesteld is.

Dit advies van de Hoge Raad werd éénparig uitgebracht. Ik meen dan ook dat de parlementsleden, die dit ontwerp ter bespreking en ter goedkeuring voorgelegd krijgen, hoe dan ook met dit eenparig advies van de Hoge Raad dienen rekening te houden.

Nr. 4 VAN DE HEER LENAERTS

Art. 2.

Het 1° vervangen door wat volgt:

« 1° In a worden de volgende wijzigingen aangebracht:

» A. Het 1° en het 2° worden vervangen door de volgende tekst:

« 1° Een diploma van lager secundair onderwijs, een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang, een brevet of een eindgetuigschrift van een beroepsschool voor zover de elementaire kennis van het bedrijfsbeheer tot de leerstof behoort in de afdeling of leergang waarvan het diploma, brevet of eindgetuigschrift werd behaald.

» B. Er wordt een 5°bis ingevoegd, luidend als volgt:

« 5°bis Een einddiploma van de leergangen voor sociale promotie van het hoger niveau. »

VERANTWOORDING

Het lijkt verantwoord om in dit ontwerp ten volle rekening te houden met de noodzaak de toekomstige zelfstandige beter voor te bereiden op zijn zelfstandige activiteit, op de professionele en economische moeilijkheden die hij zal moeten overwinnen, zeker gezien de economische omstandigheden die ook voor reeds lang gevestigde handelaars en ambachtslui voortdurend moeilijker worden.

Men mag bij de discussie van dit ontwerp niet vergeten dat in verschillende fasen de vestigingswetgeving versoepeld werd, zowel door de wet van 8 juli 1964 als door de wet van 15 december 1970 als door de wet tot economische oriëntering van 4 augustus 1978.

Deze versoepeling brengt onder meer mee dat de koning, na raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand, een reglementeringsbesluit kan wijzigen om de in het betrokken beroep vastgestelde vestigingsmoeilijkheden te verhelpen. Dit geeft alleszins een grote manoeuvre ruimte voor de Minister van Middenstand.

Zowel in het binnen- als in het buitenland stelt men vast dat een grote bezorgdheid heerst om de beginnende zelfstandige met een maximale kans op slagen aan zijn nieuwe activiteit te laten deelnemen. Een belangrijk element in deze aangelegenheid is uiteraard de vorming die weliswaar niet al te rigide mag worden onderworpen aan regels, maar toch een zekere garantie moet bieden.

Het kan niet de bedoeling zijn om een *numerus clausus* in bepaalde activiteiten te leggen, maar het moet wel de bedoeling zijn de zelfstandigen dank zij hun bekomen kwalificatie, een grotere kans te geven om zich goed voorbereid te storten in een nieuwe beroepsactiviteit.

Niet enkel de zelfstandige zelf moet beschermd worden, maar ook de gebruiker moet de kans hebben beroep te doen op een beroepsmens die dank zij zijn kwaliteiten en zijn opleiding een zekere garantie biedt van degelijk vakmanschap.

Aussi le Conseil supérieur écrit-il — à juste titre selon nous — dans son avis du 6 octobre 1983, que l'application normale de la loi donne en général satisfaction et qu'un nouvel assouplissement porterait atteinte aux objectifs mêmes de la loi et influencerait négativement les résultats d'un encadrement efficace de la préparation à l'exercice d'une profession.

Ces dernières années, tous nos voisins, mais surtout l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays scandinaves mettent plus que jamais l'accent sur la préparation des candidats-chefs d'entreprise qui, chez nous, doivent en outre faire face au handicap de notre économie et qui devront faire preuve d'un potentiel de productivité et de rentabilité suffisant. C'est peut-être la manière la plus efficace de promouvoir l'emploi dans les P.M.E.

Notre amendement vise dès lors à exiger des candidats indépendants certaines garanties quant aux connaissances de gestion. On peut d'ailleurs affirmer sans crainte que la condition prévue n'est certainement pas excessive, étant donné que l'on constate de plus en plus qu'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, technique ou professionnel n'offre assurément aucune garantie de réussite sur le marché de l'emploi et dans le contexte économique actuels. Il n'est donc que logique de proposer qu'un chef d'entreprise puisse au moins faire la preuve d'une connaissance élémentaire de la gestion d'entreprise.

Cette nécessité paraît d'ailleurs plus évidente encore à la suite des récentes modifications de notre enseignement; il n'est, en effet, pas impensable qu'un candidat-chef d'entreprise, porteur d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, ait reçu une formation ne comprenant ni commerce, ni comptabilité, ni gestion d'entreprise.

Nous entendons ainsi adopter le projet en fonction de la situation actuelle de l'enseignement secondaire général et, *a fortiori*, de l'enseignement technique et professionnel. Il nous paraît plus judicieux d'ajouter à la liste le diplôme de fin d'études des cours supérieurs de promotion sociale plutôt que « tout diplôme d'un cours technique supérieur » ainsi qu'il est prévu dans le texte proposé. Le diplôme d'une école technique du niveau secondaire supérieur est d'ailleurs déjà prévu au 5^e de la loi.

N° 5 DE M. LENAERTS

Art. 2.

Au 2^o, *b*, compléter le deuxième alinéa par ce qui suit :

« Celui qui exerce une activité à titre accessoire doit être inscrit au registre de commerce, être titulaire d'un numéro de T.V.A. et doit cotiser au régime de sécurité sociale des indépendants. »

JUSTIFICATION

On peut concevoir que l'exercice d'une activité accessoire contribue à l'acquisition des connaissances de gestion nécessaires. Mais il faut que cette activité accessoire soit sérieuse et que son existence puisse être établie par des preuves formelles.

Personne ne contestera que celui qui exerce une activité accessoire doit être inscrit au registre de commerce et posséder un numéro de T.V.A.. Il nous paraît souhaitable d'ajouter, pour toute sécurité, l'obligation de cotiser au régime des indépendants.

On peut en effet imaginer qu'une personne demande son inscription au registre de commerce et sollicite un numéro de T.V.A. mais que, pendant des années, elle déclare 0 franc à la T.V.A. et n'exerce donc pas d'activité accessoire tout en étant inscrite au registre de commerce.

Le seuil minimum au-delà duquel les cotisations sont dues pour l'exercice d'une activité accessoire est actuellement fixé à 55 000 francs (revenus professionnels nets 1983).

L'obligation de bénéficier d'un revenu net de 55 000 francs en exerçant une activité accessoire en tant qu'indépendant ne peut empêcher personne, qui exercerait sérieusement une telle activité, de prouver de cette manière ses connaissances de gestion.

N° 6 DE M. LENAERTS

Art. 3.

Supprimer le dernier alinéa de l'article 7, *a*.

JUSTIFICATION

Il est incompréhensible que le projet vise à supprimer la pratique qui existe dans certaines professions, au moment où l'on souligne de plus en plus dans l'enseignement l'utilité d'une formation mixte (formation théorique classique et expérience pratique).

In zijn advies van 6 oktober 1983 schrijft de Hoge Raad dan ook mijns inziens terecht dat de normale toepassing van de wet over het algemeen voldoende schenkt en dat een nieuwe versoepeling een aanslag zou betekenen op de doelstellingen zelf van de wet en op de gelukkige gevolgen van een goede inkadering van de voorbereiding op de uitoefening van een beroep.

In al onze buurlanden, vooral in Duitsland, Nederland en de Scandinavische landen, wordt de laatste jaren meer dan ooit de nadruk gelegd op de voorbereiding van de kandidaat-ondernemingshoofden die immers moeten afrekenen met de handicap van onze economie en die zullen blij moeten geven over een voldoende potentieel van produktiviteit en rentabiliteit te kunnen beschikken. Het is wellicht zo dat de tewerkstelling in de KMO het meest efficiënt bevordert wordt.

De bedoeling van ons amendement is dan ook een zekere garantie van beheerskennis aan de kandidaat-ondernemer op te leggen. Overigens mogen we rustig stellen dat de ingeschreven voorwaarde zeker niet overdreven is aangezien meer en meer wordt vastgesteld dat een diploma van lager middelbaar, technisch of beroepsonderwijs op de huidige arbeidsmarkt en in de huidige economische omstandigheden zeker geen garantie biedt van slagen. Indien wij voorstellen dat een ondernemingshoofd minstens een elementaire kennis van het bedrijfsbeheer moet kunnen bewijzen, is dit dan ook niet meer dan logisch.

Overigens is door de recente wijzigingen in ons onderwijs deze noodzaak nog duidelijker omdat het niet ondenkbaar is dat een kandidaat-ondernemingshoofd met een diploma van het lager secundair onderwijs, zich een dusdanig leerstofpakket heeft samengesteld waarin hoegenaamd geen handel, boekhouding of bedrijfsbeheer voorkomt.

Wij menen op deze wijze het ontwerp aan te passen aan de huidige stand van zaken in het algemeen middelbaar onderwijs. Hetzelfde kan natuurlijk *a fortiori* gezegd worden voor het technisch en het beroepsonderwijs. De toevoeging van het einddiploma van de leergangen voor sociale promotie van het hoger niveau lijkt ons beter dan de voorgestelde tekst: elk diploma van een hoger technische leergang. Immers, ten vijfde van de huidige wet, wordt reeds het diploma van een technische school van hoger secundair niveau opgenomen.

Nr. 5 VAN DE HEER LENAERTS

Art. 2.

In het 2^o, *b*, het tweede lid aanvullen door wat volgt :

« Het nevenberoep dient gestaafd te worden middels het handelsregister, het BTW-nummer en de bijdrageplicht in het stelsel van de sociale zekerheid voor de zelfstandigen. »

VERANTWOORDING

Men kan aannemen dat de uitoefening van een ernstige nevenactiviteit bijdraagt tot het bekomen van de nodige beheerskennis. Maar dan moet deze nevenactiviteit ernstig zijn en dit moet met duidelijke bewijzen kunnen gestaafd worden.

Ik durf veronderstellen dat over het feit dat de beoefenaar van de nevenactiviteit een handelsregister zou moeten hebben en ook een BTW-nummer, niemand twijfelt. Mijns inziens kan men voor alle veiligheid ook de bijdrageplicht in het stelsel van de zelfstandigen toevoegen.

Het is immers niet ondenkbaar dat iemand een handelsregister aanvraagt en ook een B.T.W.-nummer maar dat hij jarenlang nul-aangiftes doet bij de B.T.W. en aldus in de praktijk geen nevenactiviteit heeft, ofschoon hij in het bezit is van een handelsregister.

De minimumdrempel, netto bedrijfsinkomen 1983 is momenteel gesteld op 55 000 frank, vanaf deze drempel wordt men in het bijberoep verplicht bijdragen te betalen.

Een netto inkomen van 55 000 frank verwerven in een bijberoep als zelfstandige kan voor niemand, die ernstig een bijberoep beoefent, een rem zijn om op deze wijze zijn of haar beheerskennis te bewijzen.

Nr. 6 VAN DE HEER LENAERTS

Art. 3.

Het laatste lid van artikel 7, *a*, weglaten.

VERANTWOORDING

Het is onbegrijpelijk dat dit ontwerp de praktijk, die in sommige beroepen bestaat, wil afschaffen. Tegelijkertijd stellen wij immers vast dat meer en meer in het onderwijs de nadruk gelegd wordt op het nut van een gemengde opleiding, klassikale theoretische opleiding en praktijkervaring.

Tous les spécialistes de l'enseignement ainsi que les indépendants estiment que la formation sur le tas est très utile. Négliger un de ces deux aspects revient à méconnaître la structure essentielle de la formation professionnelle des classes moyennes, structure qui repose en effet sur un apprentissage pratique ayant pour but de confronter l'acquis théorique à la réalité.

On peut admettre que ce nouvel apprentissage ne soit pas imposé aux personnes qui exercent déjà une profession réglementée et souhaitent se lancer dans une profession apparentée. Ceux qui possèdent une expérience dans le domaine de la formation des classes moyennes savent d'ailleurs que l'apprentissage pratique complémentaire ne constitue que très rarement un obstacle pour ceux qui souhaitent s'établir dans une profession.

Il peut se poser un problème dans l'une ou l'autre profession où il est difficile d'effectuer cet apprentissage pratique complémentaire. Rien n'empêche toutefois le Ministre d'élaborer des propositions à ce sujet, de commun accord avec l'organisation professionnelle et le Conseil supérieur.

De vorming op het werk wordt door iedere onderwijsdeskundige en ook door de uitoefenaars van zelfstandige beroepen als waardevol aanzien. Indien men één van beide aspecten wegneemt, dan gaat men voorbij aan de essentie van de structuur van de vorming in het middenstandsberoep. Deze structuur is immers gebaseerd op een praktische leertijd waarbij de theoretisch opgedane kennis in de werkelijkheid wordt getoetst.

Het is verdedigbaar om deze nieuwe leertijd af te schaffen voor diegenen die reeds een gereguleerd beroep uitoefenen en die overstappen naar een aanverwant beroep. Overigens is het onmiskenbaar dat de mensen met ervaring in de middenstandsopleiding weten dat de aanvullende praktische leertijd nooit of nauwelijks een struikelblok is voor diegenen die zich in een beroep willen vestigen.

Er kan zich een probleem stellen in een of ander beroep waar het moeilijk is deze aanvullende praktische leertijd te vervullen. Niets belet evenwel de Minister om in overleg met de Beroepsorganisatie en met de Hoge Raad bepaalde voorstellen in die zin uit te werken.

L. LENAERTS.